

Les salariés et les programmes de FTV victimes du plan de dézingage Nyssen-Macron

Les magazines d'investigation de France 2 comme « Cash investigation », « Envoyé spécial » et « Complément d'enquête » sont l'honneur du service public et il est crucial de les préserver. Il est évident que le secteur privé et les milliardaires qui possèdent l'ensemble de la presse ne vont pas financer des enquêtes qui bousculent les puissants et dévoilent les méfaits des multinationales. Mais il faut bien avoir conscience que c'est l'ensemble de l'entreprise et du service public qui est attaqué. Des centaines de suppressions d'emplois touchent l'entreprise depuis des années et la réorganisation radicale du secteur envisagée par le gouvernement Macron pour l'an prochain est une catastrophe annoncée.

Face à cette situation dramatique, il importe de garder son sang froid. La direction de France télévisions n'est pas exempte de tout reproche et elle endosse sa part de responsabilité dans la situation sociale de l'entreprise. Elle est comptable de la mise en œuvre de ces économies drastiques qui frappent durement les salarié-e-s. Reste que nous, à la CGT on ne choisit pas les patrons, surtout pas celles ou ceux qui pourraient se charger de réduire le périmètre, les missions et l'emploi dans l'audiovisuel public suivant les vœux de Bercy et de l'Élysée. D'autant que le passé peut nous instruire.

L'histoire se répèterait-elle ?

La CGT n'a pas oublié l'épisode Philippe Guillaume, Président commun d'Antenne 2 et de FR3 en août 1989 et qui sera conduit à la démission en décembre 1990, suite aux difficultés économiques et sociales provoquées par la tutelle. Hervé Bourges, nommé à sa place, apportera dans ses bagages un plan social d'une ampleur inédite puisqu'il se soldera par la suppression de 800 postes sur Antenne 2 et FR3, pendant que 800 postes supplémentaires étaient supprimés à la SFP alors publique. Au total, l'audiovisuel public perdra alors 1600 postes, principalement dans les secteurs de la production/fabrication.

Une entreprise rendue ingérable

France télévisions ne se pilote pas comme un hors-bord, beaucoup de programmes 2018 sont d'ores et déjà financièrement engagés depuis des mois. Les annonces brutales du gouvernement sont si difficiles à absorber qu'elles rendent l'entreprise ingérable. La réalité financière est telle qu'il faudrait réaliser 75 M€ d'économies par rapport à la trajectoire financière qui était prévue dans le Contrat d'Objectifs et de Moyens 2016-2020 signé entre l'état et France télévisions.



Bien évidemment, l'effort demandé est tel que les conséquences seront directes sur l'antenne. Car faire des économies, c'est moins d'ETP (moins d'emplois et donc moins de personnel), moins de régions, moins d'outre-mer, moins d'information, moins de programmes, moins de missions, moins de couverture des événements, moins d'investissement dans la création, les fictions, les documentaires, les magazines, le cinéma, le numérique, etc.

Le nerf de la guerre

Cette situation est inacceptable et il est temps de dire STOP. STOP à cette politique de déstabilisation de l'entreprise, STOP aux conséquences que le budget 2018 va faire peser sur les missions du service public et sur les salariés, STOP à la tentative de muselage d'un espace culturel, véritable acteur de la vie démocratique de notre pays.

Des solutions existent, comme le report de l'arrêt de la publicité autour des programmes jeunesse (17 M€) ou la simple ouverture d'un écran publicitaire entre 20H et 21H qui pourrait permettre de débloquer 60 M€ en 2018, le temps de mener à bien la nécessaire réforme de la redevance.

Nous ne cessons de le répéter depuis 10 ans : la suppression brutale de la publicité voulue par Nicolas Sarkozy a durablement déstabilisé le modèle économique de France télévisions sans solution crédible de remplacement. C'est toute l'entreprise qui en fait les frais aujourd'hui et l'ensemble de ses salariés.

La CGT propose une mobilisation générale des salariés de l'audiovisuel public afin de lui permettre d'assurer ses missions. D'ores et déjà, plusieurs rencontres ont eu lieu entre les organisations syndicales afin de construire ensemble la riposte qui s'impose.

Notre combat, le service public

Paris, le 29 novembre 2017